

Motion Emancipation : protection sociale, retrouver l'offensive

Il est temps de retrouver l'offensive sur la protection sociale et renouer avec l'histoire ouvrière conquérante qui a su mettre en place et gérer le régime général de sécurité sociale ou encore les caisses d'allocations familiales. Ce début de subversion communiste de la valeur trace un chemin désirable, il nous faut le ré-emprunter. Pour bien commencer, il faut combattre le développement de la PSC, outils de destruction du Régime général de Sécurité sociale de 1946. Aussi, la FSU ne peut être associé à cela et doit retirer sa signature en assumant la construction d'un rapport de force.

A) Protection sociale et Sécurité sociale

Le champ de la protection sociale est plus large que celui de la Sécurité sociale car au-delà des risques maladie, vieillesse, famille, ou santé au travail, il inclut aussi le chômage, le logement voire l'alimentation. Les menaces contre la protection sociale sont nombreuses et anciennes : volonté de réduire les minima sociaux et stigmatisation de leurs allocataires, projet de faire passer la gestion paritaire de l'assurance chômage sous la tutelle de l'État, durcissement des conditions d'accès à l'indemnisation chômage, etc... Nous nous opposons radicalement à la nouvelle « réforme » de l'assurance-chômage.

B) Une sécurité sociale menacée à reconquérir

Les politiques d'allègement et d'exonération des cotisations sociales qui se sont succédées depuis plus de 30 ans ont asséché les recettes de la Sécurité sociale ce qui a servi en retour de justification aux gouvernements pour mettre les dépenses sociales sous pression. Par ailleurs, la TVA et autres taxes se sont substituées à la cotisation sociale appuyée sur le travail tandis que la création de la CSG engageait une fiscalisation croissante de la Sécurité sociale avec au bout la perspective de sa mise sous tutelle par l'État.

La crise sanitaire que nous vivons a mis en lumière les conséquences dramatiques des politiques d'austérité pesant sur l'hôpital public. Si ce dernier a tenu ce n'est que par l'engagement remarquable des travailleur.ses. La reconnaissance alors clamée est aujourd'hui bien loin, et en dépit des annonces le Ségur de la santé est d'ores et déjà un échec : la revalorisation de 183€ est très insuffisante et rien n'a été sérieusement fait pour enrayer la crise du recrutement dans les métiers du soin.

Alors que la Sécurité sociale a pleinement fait la preuve de son efficacité pour répondre aux besoins durant la crise sanitaire les dépenses élevées et la réduction des recettes induite par la baisse de l'activité économique ont très fortement pesé sur ses comptes pour 2020 et 2021. Au lieu de faire reprendre par le budget de l'État les déficits prévisionnels engendrés par la crise, ainsi qu'un tiers de la dette des hôpitaux, le pouvoir politique les a délibérément transférés à la CADES qui a l'obligation de les rembourser à l'euro près. Nous dénonçons le cynisme de ce choix qui prépare de nouveaux reculs sociaux.

La reconquête d'une Sécurité sociale capable de répondre aux besoins sociaux d'aujourd'hui et de demain suppose d'en finir avec l'assèchement organisé de ses recettes (allègements et exonérations de cotisations sociales mais aussi exemptions d'assiette) et de mener une politique d'augmentation des salaires et des cotisations sociales et une lutte pour l'effectivité de l'égalité salariale entre femmes et hommes.

Les recettes de la Sécurité sociale doivent être assurées par des prélèvements sociaux et non pas par l'impôt : nous rappelons notre opposition à la fusion des budgets de la Sécurité sociale et de l'État qui participe à la mise sous tutelle de la protection sociale par l'État et ouvre la voie à l'abandon de la protection sociale pour tous au profit d'un système à deux vitesses avec

pour les plus pauvres une assistance minimale et pour tous les autres le seul recours aux assurances privées.

Nous rappelons la proposition de re-qualification de la CSG sur les revenus du travail en cotisation sociale.

Nous demandons aussi la fusion des différentes branches et le rattachement de tous les régimes particuliers au régime général comme la construction ouvrière de 1946 l'avait pensée.

Enfin, nous rappelons également son exigence de retour immédiat à des élections des représentant.es des salarié.es pour gérer la Sécurité sociale au sein de Conseils d'administration de plein exercice ; elle vise à terme la gestion pleine et entière de la Sécurité sociale par les seul.es salarié.es.

C) Et si on repartait à l'offensive?

Le sujet de la protection sociale et surtout de sa composante Sécurité sociale est aujourd'hui largement re-travaillé par diverses associations d'éducation populaire comme le Réseau Salariat mais aussi des syndicats comme la Confédération paysanne. Il faut prendre contact avec ces réseaux militants qui travaillent sur l'extension de la protection sociale par le développement d'une Sécurité sociale de l'alimentation par exemple. Cette dernière s'appuiera sur un financement par cotisation prélevée sur la valeur ajoutée des entreprises. Elle reposera sur une gestion par les travailleur.ses de caisses de salaires et de caisse d'investissement, garantissant un salaire rattaché à la personne et soumettant la production à un conventionnement démocratique. C'est ainsi que nous pourrons reprendre l'offensive.